



Négociations salariales à l'AFP : plus de sous, de suite !

Les salaires du privé ont grimpé deux fois plus vite que ceux du public en dix ans. C'est l'Insee qui le dit, [l'AFP qui la cite](#). Mais aucun doute, l'agence et ses quelque 1.300 salariés de droit français sont l'exception qui confirme la statistique. Malgré un statut de droit privé, notre situation salariale ressemble furieusement à celle de fonctionnaires que nous ne sommes pas.

La grille salariale a été gelée dix ans comme un lac scandinave avant le changement climatique, et la direction continue à patiner dessus en nous proposant d'attendre encore la fin du printemps pour espérer 1% d'augmentation en mai 2024 suivi d'un bis de 1% en octobre de la même année. A vos calculatrices, additionnez la hausse des factures d'énergie, de vos abonnements de transport, du contenu de votre frigo, déduisez les heures passées de travail en plus par manque d'effectifs récurrents, et voyez vous-mêmes : Il n'y a ni le beurre ni l'argent du beurre.

Cela nous prive du juste prix de nos efforts de productivité, d'une compensation légitimement attendue de l'inflation galopante, mais aussi, plus grave, dans un contexte où l'on nous prive de ce qui pouvait jusqu'ici faire office de rémunération de notre loyauté sans faille : de vraies possibilités de partir à l'étranger, de changer de ville sans tout sacrifier et de bosser pour un média dont on est fier de défendre les valeurs.

Lors de la troisième réunion des négociations annuelles obligatoires (NAO) organisée jeudi 19 octobre, la direction a rehaussé sa proposition d'augmentation générale des salaires, **passant donc d'un ridicule 0,7% à 2% versés en deux temps (1% à partir de mai, 1% à partir d'octobre), associés au versement en novembre 2023 d'une « prime Macron » unique de 300 euros.**

Cette proposition n'est **toujours pas acceptable pour le SNJ-CGT. Car après des années de disette, nous voulons plus de sous, de suite !**

En 2023, les organisations syndicales ont accepté d'attendre que la direction finisse de renégocier le COM 2024-2029 avec l'Etat. **C'est désormais chose faite avec a minima +6,7 millions d'euros rien que pour 2024.**

Alors que les salariés ont jusqu'à présent payé le prix fort de l'envolée des prix sur un an en 2023, soit un cadeau d'environ 5% de nos revenus à l'agence cette année sans compensation, **il est maintenant nécessaire de mettre la main à la poche pour pallier cette perte importante du pouvoir d'achat !**

La proposition de la direction ne répond pour l'instant pas aux attentes légitimes des salariés qui ont subi sans broncher la majorité des efforts financiers pour remettre les comptes de l'agence dans le droit chemin.

Nous attendons des améliorations substantielles lors de la prochaine, et théoriquement dernière, réunion NAO du 6 novembre.

Paris, le 27 octobre 2023